

Omer Zang

Alter ego

Pour le naturel altruisme



À tous ceux qui ont partagé ne fût-ce qu'un instant de mon existence ; et qui m'ont de ce fait inspiré cette séquence ; je leur exprime toute ma reconnaissance.

À Papa et Maman ; vous me manquez énormément.

Un merci spécial à Frank Ndekouong Kano, Caroline Dauber, Pierre Nguimkeu, Roméo Goune Tekombong et Mathurin Amabaya Bélingué pour leur lecture et leurs critiques constructives.

Prologue

Le naturel altruisme

Les philosophes s'interrogent : « l'autre *moi* est-il un autre *moi* ou un *moi* autre ? » pour chercher à démontrer que les Hommes font corps ou ne sont pas.

De façon plus pragmatique, John Nash, dans sa théorie des jeux, a formalisé l'altruisme, calculé en prenant pour pilier la rationalité de l'Homme, pourtant axée sur l'égoïsme : « Dans un groupe, pour poursuivre nos intérêts individuels, il faut agir dans notre propre intérêt et dans celui du groupe ». Nash vit cette nécessaire complémentarité entre les Hommes dans l'espace. Elle devrait aussi exister dans le temps, car le temps que nous traversons est l'Histoire de ce que nous deviendrons, ne faisant ainsi de notre époque qu'une marche de l'escalier qui lie l'Histoire au futur.

Ces épisodes d'altruisme calculé de l'Homme seraient même instinctifs. Une simple introspection

révèle à chacun que ses agissements ont souvent épousé des formes d'intérêts qui n'ont rien à voir avec la poursuite des siens les plus directement égoïstes. Parfois même, certaines de ses décisions intuitives et naïves convergent vers des intérêts d'ensemble, de groupe, qui n'auraient un impact sur les siens que de manière récursive. Ledit instinct est repris dans la fondation même du pouvoir public à travers le contrat social, qui se fonde sur le fait que la poursuite de notre équilibre individuel passe non seulement par nos gains égoïstes, mais aussi par les gains collectifs auxquels nous aurons participé en toute symbiose avec autrui. Pour assurer l'optimalité et la pérennité de ces gains collectifs, chaque individu cède une partie de ses pouvoirs et avoirs à une entité qui se hisse alors au-dessus de tous et de chacun : la République.

Et voilà que ma République, la somme de mon héritage ancestral et de ma contribution altruiste au bénéfice commun, va mal. En fait, je suis le citoyen lambda de l'un de ces continents qui enregistrent les records les plus tristes de la planète. Cet ensemble de pays où ce qu'il faut rendre disponible en abondance pour tous est si rare, et ce qu'il faut raréfier chez tous, si abondant. Je viens de l'un de ces continents où très vite on atteint les limites de la rationalité pour se cantonner dans l'univers de l'irrationnel. Pourtant, je veux croire que la dose d'altruisme de l'humanité, quand elle sera suffisante, rendra l'humanité plus humaine et la souffrance n'aura ainsi d'autres refuges

que les méandres de l'Histoire.

Je voudrais ainsi faire la démonstration, à partir de petites histoires, vécues ou tirées de mon imagination et de mon sens de l'humour – si tant est que j'en aie –, que l'instinct ou le devoir altruiste de chacun peut conduire à un état de bonheur impossible autrement, pour soi et ses semblables. Ce devoir peut simplement consister à remplir ses devoirs civiques ou légèrement plus, pour les plus zélés.

Oh ! Un idéaliste de plus ! Pourrait-on déjà penser à ce niveau. Moi-même, y compris. Ne serais-je donc qu'un idéaliste, un rêveur de plus qui vit ses premiers émois face aux injustices du monde et qui pense que l'Homme doit changer sa nature par une espèce de miracle venu de nulle part ? Ou un adulte attardé qui n'a pas fini d'intégrer les enjeux de sa classe d'âge et continue de vivre le naturel altruisme pourtant relégué à l'enfance ? Je ne puis y répondre. Ce que je sais, en revanche, c'est qu'à l'actif de mon égoïsme naturel d'Homme se trouve aussi en bonne place la jalousie de mes efforts altruistes pour ma République. Bref, mon égoïsme est tout aussi bien jalousie de mon altruisme. Je défends ainsi le devoir de démultiplication de l'instinct et du devoir altruiste, parce que je crois qu'il sert mes semblables partout autour de moi et plus loin encore. Je le défends pour ma patrie d'abord, pour mon continent par la suite, pour l'humanité enfin.

C'est en effet après m'être physiquement éloigné de cette même patrie que j'appris à l'aimer et eus le plus envie de la redécouvrir. Ma motivation à revisiter les profondeurs de mon pays tenait cependant moins au désir de me délecter de l'incroyable diversité de ses sites pittoresques qu'à un engouement, brûlant : celui de trouver par moi-même les traits d'union de cette immense mosaïque de cultures, de langues et de rites. Ce mélange de personnalités, hérité de la colonisation, requérant une concession presque obligatoire sur son sens du conservatisme si l'on veut trouver pleine harmonie entre soi-même et sa communauté d'abord et, finalement, entre soi et soi-même. C'était pour moi un façonnement extraordinaire de chacun sous l'effet de tous, qui me fascinait. Entendre une femme peule parler *pidjin*¹ du fait qu'elle résidait depuis plusieurs décennies dans la région sud-ouest de mon pays ; écouter mon ami Mohaman parler deux dialectes de la région centre et un troisième de la région nord, du fait de l'union inter-religieuse et inter-ethnique de laquelle il est né, m'amena, finalement, à mieux me ré-identifier par moi-même. S'imposa alors à moi l'idée que tous sont les miens, et que je suis un des leurs, au nom de ce lien inextricable d'une coexistence sous une seule et même République.

¹ Langue issue d'un mélange d'anglais et de dialectes.

I

Simplement au nom de mon nom

Je suis Homme avant d'être de ma tribu, de ma région, de mon pays ou de mon continent.

Adapté de Montesquieu

Inclassable de par le nom

Je m'identifie de l'intérieur de mon pays comme originaire de tout le pays. Il m'est difficile de justifier que l'on soit né de ses deux parents dits de l'Ouest, dans un hôpital de l'Est, grâce à l'ingéniosité d'un accoucheur « originaire » du Sud. Que l'on ait grandi dans le Centre de la même République dont on maîtrise l'une des langues mieux que le dialecte de ses parents. Que l'on ait pour meilleur ami un « originaire » du Nord. Que l'on ait appris le *pidjin* pour mieux communiquer avec le Nord-ouest et le Sud-ouest. Et que l'on puisse, après tout ce chapelet

d'inter-relations avec sa seule personne, se trouver d'une origine autre que l'ensemble Nord-Sud-Ouest-Est du pays qui l'a vu naître, lui et ses ascendants, et qui abritera en corps et/ou en esprit ses descendants. Je suis donc originaire de mon pays et c'est à peu près tout ce que je voudrais savoir sur mes origines.

Si l'on prend mon cas, la composition de mon nom ne me laisse d'ailleurs d'autre choix que d'assumer l'hétérogénéité de ses sources : Zang Sidjou Omer Ramsès. Le premier nom est originaire du Sud de mon pays, le deuxième, de l'Ouest du même pays ; le troisième s'assimile bien à un prénom musulman. J'ai déjà perdu tout espoir que mes amis musulmans arrêtent de prononcer un « Omar » à la place du « Omer ». Cheikh ne me confiait-il pas, en Mauritanie, que c'est le nom du prince de sa tribu ? Dans les milieux chrétiens, la question « avec ou sans le h ? » est la réplique classique à son évocation, tant « Omer » évoque un célèbre poète de la Grèce antique. La question « êtes-vous Égyptien ? » a cultivé en moi la fâcheuse habitude de me présenter ainsi à l'étranger : « je m'appelle Ramsès et je ne suis pas Égyptien ».

À cela s'ajoutent mes traits physiques, qui complètent à la confusion. Ainsi, à l'âge de deux ans, je fus enlevé par des Peuls musulmans qui, sans le moindre remords, essayèrent de justifier leur acte auprès de ma mère, encore affolée et très affectée par ma disparition, en invoquant ma ressemblance

étrange avec un de leurs fils. En Mauritanie, quand mes employeurs français songèrent à me faire évacuer en urgence à la suite d'une menace terroriste, mes collègues mauritaniens se demandèrent si une telle décision ne m'exposait pas davantage : « quand on te voit, on a l'impression que tu es musulman. Tu n'es d'aucun intérêt pour Al-Qaïda, crois-nous. » Au Congo, inlassablement, je m'entendis à tel point dire que j'avais d'énormes traits de ressemblance physique avec les Congolais, que je n'en fus même pas surpris, étant moi-même Bantou, comme la majorité de la population du pays.

Certains de mes compatriotes voient en la diversité de mon nom de la « triche » : « ses parents ont cotisé des noms pour qu'il s'infilte partout », affirment-ils souvent, sans avoir le moindre soupçon de me choquer. D'aucuns sont plus positifs, y voyant plutôt un avantage : « il peut facilement changer de camp et jouir ainsi des faveurs de tous les côtés ».

Eh bien, si mes parents m'avaient donné un nom autant étudié et calculé, je les célébrerais aujourd'hui comme des visionnaires émérites. De fait, si « les côtés » évoquent ici l'ethnie au pouvoir dans mon pays, alors ils ont tout faux. Je suis né une année où l'ethnie au pouvoir était concentrée à l'autre extrémité géographique de celle des origines de mes deux noms. Bien malheureusement, l'origine de mon nom est plus un acte de reconnaissance face à la prouesse de l'accoucheur de ma mère, que la recherche d'un

quelconque rattachement à une ethnie privilégiée.

Les parents d'Alain Mfonkougou et de Paul Sokougoujoumou n'eurent pas la même chance que les miens. Leurs pères, « originaires » de la région Ouest du pays, leur donnèrent entièrement leurs noms. Dans un pays profondément marqué par les identités ethniques, leurs mères, respectivement « originaires » des régions Sud et Centre, n'eurent pas d'autre choix que de consacrer leur vie à se justifier, hurlant à la première occasion que leurs fils, Mfonkougou et Sokougoujoumou, étaient naturellement aussi bien les leurs que ceux de leurs maris.

Alain Mfonkougou taisait ou clamait sa semi-origine voilée quand il présentait que cela lui serait favorable. Loin d'être un cas isolé, cette posture est, apparemment instinctive dans le métissage. Je ne suis pas en reste, moi aussi. En fait, j'ai quelquefois essayé de tirer parti du cafouillage sur mon identité ethnique.

La mission de trop

Très tôt, au début de ma carrière professionnelle dans la fonction publique de mon pays, je bénéficiai de petites attentions très particulières plus ou moins justifiées, notamment à travers de réguliers départs en mission professionnelle. Les reliquats des frais de ces missions permettaient d'entretenir le train de vie incontrôlé que j'avais, comme dopé par ce bien maigre avantage. Je reçus même le surnom de « surchargé de mission » de la part de collègues

naïvement à l'affût de mes éventuelles indisponibilités, quand la hiérarchie ne décidait pas simplement d'attendre mon retour. Cette faveur, je la devais à l'origine de mon premier nom. Ma supposée région d'origine, abstraction faite de toute efficacité professionnelle, m'exposait à cette manne, que je dilapidais plus vite qu'elle n'apparaissait, me laissant invariablement dans une quasi-précarité. Je dois cependant avouer que certains autres de mes collègues, en plein dans le mille de cette grâce de l'origine ethnique, se plaignaient encore plus de multiples besoins financiers souvent portés sur le manger et le boire. Le feignaient-ils ? J'en doute. Et plus encore, depuis que j'eus l'occasion de me rendre tour à tour chez une tante de la première dame du pays, qui ne manqua pas de quémander quelques sous, ou chez un cousin direct du président de la République, pour lui prêter de quoi soigner sa fille souffrant de diarrhée. Tous deux se présentaient pourtant en grands marchands d'influence à tous les niveaux de la République. Pour profiter pleinement du système, il fallait vraisemblablement être un parent particulièrement proche du couple présidentiel.

Une autre chose est à plaindre chez les riches, par les grâces de l'affinité avec les gens au pouvoir. Malgré leurs bourses réputées pleines, leur précarité en termes de liberté d'expression est flagrante. À la limite, ils en souffrent plus que les pauvres en revenus par exemple, qui ont des priorités plus élémentaires et

une certaine indifférence naïve à l'égard de certaines libertés essentielles. De tels riches, eux, ne peuvent point se payer le luxe d'une telle indifférence. Ils sont désespérément recroquevillés sur leurs avantages, desquels ils tentent aussi d'extirper la jouissance d'une certaine forme de liberté qui s'avère très vite limitée.

Et ce sans même faire allusion à leur strangulation verbale lors de débats télévisés, des affirmations émanant de hauts responsables publics de mon pays, aux allures de conseils à mon endroit, tels que : « que recherches-tu dans la vie : à manger, n'est-ce pas ? Eh bien, régale tes papilles et ta conscience finira par en tirer satisfaction », suffisent largement à me faire mesurer le niveau de compression spirituelle et intellectuelle dans lequel s'enferment volontiers ces quelques « privilégiés ».

Une mission de plus, la mission de trop, et je me vis affecté comme statisticien au sein d'un comité « neutre » de supervision des élections municipales et législatives dans une circonscription électorale de notre capitale. Cela va de soi, dans un pays qui se cherche une voie sur les sentiers de la démocratie, le comité « neutre et multipartite » de supervision des élections était majoritairement constitué de membres du parti au pouvoir. De plus, les membres affichant l'étiquette d'un parti différent n'étaient, en fait, que des pions servant à faire distraction de la flagrante réalité que tout le comité était ordinairement issu d'un seul et même parti, le parti au pouvoir.

Le dépouillement des procès-verbaux des bureaux de vote ainsi que les délibérations n'avaient rien à envier à une scène de théâtre des moins improvisées pour obtenir un quota de voix décidé à l'avance. C'était typiquement un simulacre de délibération électorale pour le choix d'un « déjà élu » bien connu.

Tout le temps que je participai à cette machination, j'étais de fait complice d'une mascarade qui réveilla cependant le questionnement intérieur que je subissais depuis le début de ma carrière d'agent public. Ce questionnement peut être à présent formulé tel qu'il suit : quelle orientation adopter dans mon rôle en tant qu'agent public ?

Alors que j'étais, à la première pause de la première phase de délibérations, douloureusement confronté à ce cuisant et récurrent questionnement, le président du comité vint, comme envoyé par une force invisible, illuminer mon embarras : « Je crains que cette année, on n'ait trop appuyé sur la pédale » (sous-entendu de la fraude dans la distribution des cartes électorales en fonction de l'évocation ethnique du nom sur les listes d'inscriptions électorales), me confia-t-il. Ma décision était donc désormais prise.

La crainte du président était d'ailleurs visiblement partagée par plusieurs membres au sein du comité, sauf le naïf que j'étais. Les membres du comité possédant une voiture avaient tous fait le plein de carburant pour « aller le plus loin possible au cas où ça tournerait mal », tel que me le confia la vice-

présidente. J'avoue que leurs craintes auront finalement été source de grande satisfaction et d'espoir chez moi. Elles représentaient un indicateur infaillible de l'invisible et invincible pesanteur de la démocratie, qui sait si bien terrifier jusqu'à ses contrevenants les plus zélés. La démocratie, par son simple corollaire de regard inquisiteur d'une majorité, suscite chez moi l'image du monstre froid dont le pas lent et léger suffit à rattraper la course la plus folle de petits Hommes en fuite. Barack Obama, s'adressant à l'Afrique, ne lésina d'ailleurs pas pour affirmer que « l'Afrique n'a pas besoin d'Hommes forts, mais de systèmes forts ». J'assimile bien ce « système fort » à ce « monstre ».

Après la pause, je n'étais plus le même. Je ne pus d'ailleurs dissimuler ma mutation bien longtemps. Je pensais désormais plus à ma prochaine excuse pour m'extirper de la salle qu'à me concentrer sur la saisie des chiffres que me lisait le secrétaire de séance. Je m'esclaffais devant certaines flagrantes aberrations : des fiefs réputés d'opposition affichaient quatre-vingt-quinze pour cent de voix en faveur du parti au pouvoir.

Le chef d'orchestre du simulacre électoral dans sa circonscription, chef de terre de ses courtisans, monsieur le sous-préfet, avait déjà relevé une certaine antipathie dans mon comportement lors de sa ronde. Il m'avait d'ailleurs prévenu que des gamins comme moi, qui se prévalaient un peu trop de leur technique,

devraient penser au pouvoir des chefs de terre.

Je trouvai finalement l'excuse d'un malaise gastrique pour m'éclipser et ne jamais plus revenir. Je fus alors rapidement remplacé par un habitué plus coopérant. « D'ailleurs, on ne savait même pas d'où il venait ni de quel bord il était », tempêta rageusement le sous-préfet au téléphone quand il s'aperçut que je n'étais pas revenu. Il menaça de se plaindre auprès de ma hiérarchie, me conseilla de coopérer pour mon intérêt, car les carrières se définissaient mieux après de tels « services à la nation », etc.

Pendant ce temps, j'étais bien embarrassé par ce qui se tramait dans cette circonscription et ô combien d'autres dans le pays. J'avais la sensation d'un policier en mission de reconnaissance tombant, alors qu'il s'y attendait le moins, sur un gang en pleine opération. Bien conscient que les renforts ne sauraient jamais les traquer puisque ce sont eux-mêmes les fauteurs, il se tait, se cache et implore des lendemains meilleurs.

Après ma désertion du comité, au lieu de rentrer chez moi, je me rendis plutôt chez ma sœur aînée, d'autant que je suspectais que des inconnus armés débarquent, comme dans ces histoires d'enlèvement sans suite dont j'avais trop souvent entendu parler au sujet de régimes politiques totalitaires.

– Tu as une mine bizarroïde ! constata spontanément ma sœur aînée dès qu'elle m'ouvrit la porte.

– Tout va bien, répondis-je.

– Toi et moi savons que tu es un très mauvais menteur, alors dis-moi la vérité.

C'est alors que mon téléphone portable vibra de nouveau. Un appel de mon directeur.

– Allô, je viens d'entendre des choses à ton sujet. Les gens à qui je t'ai confié pour le travail des élections viennent de m'appeler. Ils me disent que tu as commencé à faire du bon travail avec eux et que tu leur as fait du chantage par la suite.

– Non, directeur ! Je pense que c'est un malentendu. On n'a finalement pas pu s'entendre sur les termes de ma prestation, dis-je, sûr de ne pas convaincre.

– Jeune homme ! Tu es encore très jeune pour ça, ne t'amuse jamais avec les affaires de pouvoir dans ce pays, retourne finir le boulot et je te paierai de ma poche demain, me rétorqua-t-il.

– En fait, ce n'est pas qu'une histoire d'argent, directeur, c'est aussi une histoire d'am... (amour propre, voulais-je dire).

Je pensais ce que je disais, mais je crois que je ne pouvais être plus clair que cela pour mieux me faire comprendre par celui qui pensait déjà à la sanction qu'il m'infligerait. J'essayai ainsi de terminer ma phrase quand, à l'autre bout du fil, je fus interrompu.

– Demain, passez me voir à mon bureau. Je ne veux pas discuter davantage avec vous.

Puis il raccrocha rageusement son téléphone.

Comme je m'en doutais, c'était maintenant au

tour de ma grande sœur de me faire passer à la barre :

– Est-ce vraiment ton directeur ? On ne parle jamais ainsi à son directeur ! me dit-elle tout affolée et d'un ton injonctif.

Je lui racontai donc toute l'histoire, depuis le début. Elle me dit finalement, plus calmement : « Ah, je comprends ! Je savais bien qu'il y avait un truc qui n'allait pas. Tu t'es fourré dans les histoires d'élections de ce pays ! »

Elle appela sur-le-champ son mari, heureusement plus tempéré, qui me recommanda, après que je lui aie fait part de la situation, de faire ce que ma conscience me dictait. C'est ce que je fis.

Je reçus les récriminations de mon directeur le lendemain, face auxquelles je ne pus que lancer un désinvolte « je vous ai compris », puisqu'il ne me laissa guère m'expliquer.

Au sujet de ces élections, je ne vis plus que les résultats dans la presse ; et je ne fus pas enlevé par une escadrille armée. Au contraire, trois ans plus tard, tous ceux qui étaient au secret concernant ma désertion du comité électoral s'en souvenaient toujours et ne manquaient de l'évoquer. Comme quoi, pour se faire un nom, il faut réussir à se faire un « non ».

Cet incident me permit de me comprendre par moi-même ; de mieux comprendre mes convictions, qui étaient déjà bien loin de leurs origines. Je compris que je pouvais de temps en temps essayer de me

mentir à moi-même sans que cela ne m'écarte complètement du cap de la loyauté dans laquelle j'étais pétri depuis ma tendre enfance.

Ma grande sœur fut la première devant laquelle je fis l'aveu le plus sincère que je ferai de la politique. Elle aussi pensait, comme la majorité, que la politique est un sentier maudit, et ne manqua pas de me le signifier. Néanmoins, ma résolution était sans appel : « Eh bien, je verrai par moi-même si le démon qui se cache dans les buissons de ce sentier est infallible », lui rétorquai-je non sans émotion, mais avec la plus grande fermeté.

Premier vote national

L'idée de ma première participation à des élections nationales fut source d'une très grande excitation chez moi. Je me sentais potentiellement plus responsable et plus participatif dans la gestion de mon pays. C'était pour moi l'une des preuves de maturité que je voulais tant apporter à mon père.

Avant les élections, il fallait s'inscrire sur les listes électorales. Une liste circula dans notre résidence universitaire, ce gros amas d'une quarantaine de chambrettes de bois de dernier choix où le confort était visiblement le dernier des soucis. Ses résidents étaient très solidaires et très majoritairement « originaires » d'ethnies autres que celle au pouvoir. L'inscription sur les listes était organisée par le chef de quartier et sa grande famille. Ses grands garçons,